

Faciliter la vie et l'intégration des réfugiés

Les socialistes se penchent sur la politique d'asile et d'intégration et livrent leurs propositions en la matière. Si le Luxembourg ne s'en tire pas si mal, il reste encore de nombreux défis à relever.

Et les socialistes ont des idées qu'ils ont exposées hier au restaurant Chiche, route d'Esch à Luxembourg, un projet citoyen qui permet au chef syrien de 42 ans, Chadi, de montrer ses talents. Avant que le lieu ne se remplisse, les socialistes ont évoqué l'asile et l'intégration.

De notre journaliste
Geneviève Montagu

Les images de l'*Aquarius* indésirable dans les ports européens avec à son bord des réfugiés usés et fatigués ont, selon les socialistes, rappelé le triste sort de ces milliers de personnes qui fuient toute l'année «des guerres, des changements climatiques, et surtout la pauvreté», souligne Marc Angel,

porte-parole de la fraction parlementaire du LSAP pour les questions de politique étrangère et européenne.

Dans le creux de l'été, les socialistes présentent leur papier de position en matière de politique d'asile et d'intégration des réfugiés, rédigé par le groupe de travail ad hoc dont certains membres étaient présents hier, endossant aussi l'étiquette de candidat dans leur circonscription.

«Tous les États membres doivent contribuer à la politique d'asile de l'Union et le nouveau système de Dublin doit se fonder sur le principe de la solidarité», soutient Marc Angel en regrettant la difficile négociation et l'impasse dans laquelle se retrouve l'Union européenne sur ce point. Et pour éviter

tout abus, une politique effective de retours et de réadmissions est également nécessaire tout en assurant aux personnes déboutées un traitement «digne» durant tout le processus, ajoute-t-il en substance.

Pour y parvenir, le LSAP compte améliorer l'existant dans le pays même s'il se félicite de la politique d'asile menée par le gouvernement et en particulier des positions défendues par le ministre socialiste de tutelle, Jean Asselborn. Les socialistes veulent en finir avec les structures d'accueil provisoires et veulent instaurer quatre structures pour personnes déboutées. Ils veulent réserver d'abord le centre de rétention aux hommes seuls, avoir ensuite une maison de retour pour les personnes vulnérables, femmes seules

et familles, une structure pour ceux qui tombent sous le règlement Dublin III et qui remplace la structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg (SHUK) et enfin un foyer spécial pour les personnes déboutées qui ne peuvent pas être renvoyées dans leur pays. Ce qui nécessite une bonne formation des personnels qui doivent être en nombre suffisant.

Logements sociaux mixtes

De son côté, Sylvie Jansa de Bettembourg et candidate dans le Sud s'est penchée sur les conditions d'accueil au Luxembourg, insistant sur l'insalubrité de certains foyers. Le LSAP propose d'attribuer le contrôle des foyers au service de l'ombudsman qui contrôle déjà les lieux privatifs de liberté.

Les socialistes veulent également responsabiliser les DPI (demandeurs de protection internationale) qui habitent dans les foyers en leur laissant plus d'autonomie. Leur offrir des cartes de débit rechargeables pour faire leurs courses, par exemple, ou leur permettre de réaliser des petits travaux dans leur foyer contre rémunération.

Le plus grand défi reste de trouver un logement pour les bénéficiaires de protection internationale (BPI). Ils sont actuellement 1 500 toujours hébergés dans des foyers faute de pouvoir trouver un logement accessible et la majorité d'entre eux a moins de 35 ans, comme le relève Sylvie Jansa. Mais pas question pour les socialistes de fixer des quotas dans les communes pour accueillir les BPI.

Conscients qu'il y a du monde au portillon pour occuper un logement social, les socialistes proposent des quotas pour ce type de logement en général et d'y instaurer un mixte de population entre rési-

dents et réfugiés. «Les BPI sont en principe sous la responsabilité des bourgmestres et des offices sociaux des communes et non sous celle de l'OLAI (NDLR: Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration)», rappelle Sylvie Jansa. Il faut à tout prix faciliter le logement des BPI chez les particuliers et examiner s'ils peuvent toujours toucher le Revis dans ces conditions. Pour contourner le problème de la communauté domestique, songer à l'office social qui pourrait être l'adresse officielle, serait une idée.

Pour le volet intégration, Aurore Rössler, éducatrice, active dans des ONG et candidate dans la circonscription Est, rappelle que l'intégration se fait toujours «par le travail, par l'école et la vie associative, par le contact humain tout simplement». Les cours de langue sont primordiaux et l'offre est bonne. Manque toutefois des cafés des langues, estime-t-elle. «Toutes les associations du pays devraient être encouragées à prendre en charge des DPI et des BPI et de les inclure dans leurs activités sportives, culturelles, artistiques ou récréatives, des subsides d'intégration», aidant.

Claude Haagen, député-maire de Diekirch, président du LSAP et candidat dans le Nord, a détaillé les actions qui sont menées dans sa commune où un foyer pouvant accueillir jusqu'à 300 personnes a été inauguré en novembre 2016, près de la caserne militaire dans un village conteneurs. Celui qui dit avoir la chance de pouvoir accueillir les enfants de réfugiés dans ses classes à Diekirch car la place ne manque pas, souligne que ce qui compte «c'est la solidarité entre les communes».



Photo: Tania Jellier

Le terme «solidarité» est revenu à plusieurs reprises dans la bouche des candidats LSAP lorsqu'ils ont énuméré, hier, leurs propositions en matière d'asile et d'intégration.

Lettre ouverte du Planning familial aux partis politiques

Le Planning familial s'indigne du fait qu'au Luxembourg, le taux de TVA normal, qui s'élève à 17 %, soit appliqué aux produits d'hygiène féminine (tampons, serviettes hygiéniques et les coupes menstruelles), tandis que les produits de première nécessité ont un taux super réduit de 3 %. Face à ce qu'il dénonce comme étant «une injustice flagrante», le Planning familial a adressé, hier, une lettre ouverte aux partis politiques. La voici en intégralité: «Le Planning familial voit ENCORE et toujours rouge. En effet, malgré notre mobilisation depuis 2016 (pétition électronique sur le site de la Chambre, prise de position répétée dans la presse, campagne vidéo à succès #NoTaxTampon sur Facebook...), les protections hygiéniques féminines ne sont toujours pas considérées comme des produits de première nécessité au Luxembourg.

Les tampons, serviettes et coupes menstruelles sont donc toujours taxés à 17 %, le plus haut taux existant. Pourtant, il existe un taux super réduit de TVA de 3 % qui s'applique aux produits de première nécessité tels que l'eau, les denrées alimentaires, les médicaments ou encore les préservatifs. Les sodas, les produits alimentaires pour animaux, les livres ou encore les journaux bénéficient de ce taux de 3 %. Mais, il n'est pas dans l'ADN du Planning d'abandonner! À l'image récente de la France et de la Belgique (et de bien d'autres

pays), nous voulons réussir à ce que les produits d'hygiène féminine soient taxés comme des produits de première nécessité. Dites à une femme en âge reproductif que les tampons qu'elle utilise une fois par mois sont des produits dont elle pourrait se passer, vous verrez bien ce qu'elle vous répondra. Avoir ses règles n'est pas une option, ce n'est pas un luxe, ce n'est pas une honte non plus.

Le collectif «Voix de Jeunes Femmes» - que nous remercions pour avoir à son tour médiatisé ce sujet qui concerne 50 % de la population - a récemment interpellé les principaux partis politiques luxembourgeois. Et c'est avec une grande satisfaction que le Planning familial a découvert que deux partis (LSAP et déi gréng) ont inscrit une baisse de la taxe tampon dans leur programme électoral. Bravo et merci à eux. Mais quid des autres? Que répondez-vous au Planning familial et surtout que répondez-vous aux femmes, à vos électrices? Comptez-vous remédier à cette injustice flagrante? Le Planning familial se tient à votre disposition pour débattre de ce sujet et espère qu'à l'issue des élections législatives d'octobre 2018 il ne fera ENFIN plus partie de sa liste de revendications.»



éditorial

de notre journaliste

Guillaume Chassaing



gchassaing@lequotidien.lu

C'est la rentrée... politique

Les vacances ont été de courte durée pour les hommes et femmes politiques du pays. La session parlementaire s'est clôturée fin juillet et depuis quelques jours les politiciens de tous bords font leur retour sur le devant de la scène. La semaine dernière, le CSV a présenté la deuxième partie de son programme électoral en vue des élections législatives du 14 octobre. Hier, le LSAP a dévoilé ses propositions en matière de politique d'immigration (*lire ci-dessus*). Demain, déi gréng va parler de logement et le DP, par la voix de Claude Meisch, d'«identité et société». Sans oublier que depuis quelques jours, plusieurs questions parlementaires ont recommencé à affluer sur des sujets aussi divers et variés que les noyades au lac de Remerschen, l'instauration possible de feux orange avec minuterie pour la sécurité des piétons... Et il y a aussi eu des questions parlementaires, plus de politique politicienne ou plutôt électorale. Bref, les affaires ont repris. Et cela même si la

rentrée scolaire n'est programmée que le lundi 17 septembre et l'ouverture officielle de la campagne électorale des législatives, sept jours plus tôt, le 10 septembre.

En même temps, on ne va pas s'en plaindre et même plus, il est grand temps que les différents partis politiques en lice sortent du bois et livrent leurs propositions aux électeurs qui devront se prononcer le dimanche 14 octobre pour élire les députés à la Chambre et par ricochet définir la ou les couleur(s) politique(s) du prochain gouvernement, qui dirigera le pays pour les cinq prochaines années. L'enjeu est de taille et les sujets d'importance sont légion: logement, mobilité, aménagement du territoire, etc.

Les électeurs attendent d'entendre vos propositions (concrètes) sur leurs préoccupations du quotidien et sur l'avenir du pays. Histoire qu'ils puissent faire leur choix. Le temps presse. Les élections législatives, c'est dans moins de deux mois.